CANDIDATURE DE BOUTEFLIKA

Perte de sérénité chez les comités de soutien

Eloquent que cet aveu de perte d'assise et de repères auquel s'est rendue la Coordination nationale des associations de soutien au programme du président de la République, de loin la plus active, jadis, sur le terrain. Un état de fébrilité que cache mal cette réaction aux manœuvriers qui voudraient empêcher Bouteflika de se représenter.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - L'indétermination du chef de l'Etat quant à sa représentation pour un quatrième mandat a contraint, il faut le dire, la coordination à l'hibernation.

Plus que de coutume, à l'approche d'une élection présidentielle. N'étaient les interrogations de la presse autour du silence des comités de soutien au programme du président et des voix de plus en plus nombreuses qui refusent un mandat supplémentaire pour Bouteflika, la coordination, présidée par Ahmed Kada, aurait peut-être continué à faire le mort.

La multiplication des oppositions à la candidature de Bouteflika l'a secouée et aidée à sortir de sa torpeur. Et c'est dans un communiqué, concis, qu'elle s'est rappelée aux souvenirs. «Certains futurs candidats aux élections présidentielles prochaines ne cessent de manigancer pour empêcher son excellence le président Abdelaziz Bouteflika de s'y représenter en reprochant récemment à ses comités de soutien de ne pas se manifester, ceci complété par une fausse information inspirée par un prétendu changement à la tête de la Coordination nationale, dont le but est de déstabiliser cette organisation et de l'empêcher d'activer dans la cas d'un nouveau mandat pour Abdelaziz Bouteflika», a noté le communiqué, signé Ahmed Kada. Cependant, ce ne sont pas les oppositions partisanes à la candidature de Bouteflika ou encore les spéculations autour des conflits internes à la coordination qui semblent avoir dicté cette sortie publique d'Ahmed Kada. Ce dernier donne l'air d'avoir repéré la force amplement plus agissante qui ferraille à contrarier l'éventuelle candidature du chef de l'Etat.

Photos : Samir Sid

Cette force serait, selon Kada, la même qui a déstabilisé le FLN et le RND. «Ces tentatives vont dans le même sens que celles qui ont déstabilisé les soutiens au programme présidentiel tels les partis du RND et du FLN.»

Sans faire peut-être exprès, Ahmed Kada donne à comprendre que les crises organiques qui minent le RND et le FLN ne sont pas de facteurs endogènes mais instruites et manipulées par des forces externes. Et ceci dans le but bien visé de sevrer Bouteflika de ses soutiens partisans les plus assis.

Evidemment, comme on ne scie pas la branche sur laquelle on est assis, les remous au sein du FLN et du RND ne peuvent être provoqués par Bouteflika. Le communiqué de la coordination invite à regarder vers d'autres centres de décision. Lesquels ? La coordination ne le dit pas. Ce qu'elle confirme, à la prendre au sérieux, c'est que l'opposition à la candidature de Bouteflika ne serait pas l'apanage des partis de l'opposition mais elle impliquerait d'autres institutions qui auraient pignon sur la vie politique, tant est qu'elles ont pu perturber le FLN et le RND.

S. A. I.

TRAVAILLEURS DES COMMUNES

Un nouveau syndicat est né

Nouvelle entité syndicale pour les travailleurs des communes. Le Syndicat national des travailleurs communaux (SNTC) vient de voir le jour avec l'objectif de faire aboutir les revendications d'une corporation que les représentations syndicales existantes n'ont pu porter.

Et l'acte de naissance de ce nouveau-né syndical a été paraphé, hier, lors d'une réunion tenue au siège du bureau régional du RCD à Alger.

Un conclave de près de trois heures qui a vu près d'une quarantaine de représentants des travailleurs communaux venus de onze wilayas du pays (Alger, Tizi-Ouzou, Blida, Béjaïa, Boumerdès, Bouira, Sétif, Bordj Bou-Arréridj, Annaba, El Oued et Tipasa, s'échanger les avis quant à l'action syndicale menée par la majorité de chacun d'eux, au sein d'autres entités syndicales avec finalement, une conviction partagée, celle d'aller vers un nouveau cadre de lutte réellement indépendant à même de faire aboutir les revendications d'un corps qui, selon eux, a souvent été le dernier souci des pouvoirs publics.

Et ce nouveau cadre s'appelle le Syndicat national des travailleurs communaux (SNTC) qui tiendra son congrès constitutif, selon son porte-parole Azeddine Aït-Khelifa qui n'est autre que l'ex-secrétaire général de la Fédération nationale des travailleurs de communes, agissant sous l'égide du Snapap (aile Malaoui) avant d'en démissionner collectivement tout récemment, d'ici quelques semaines, le temps dira-t-il, que «les préparations y afférentes soient finalisées et que d'autres wilayas se joignent à ce projet».

Des wilayas dont bien des représentants, poursuivra-t-il, «auraient pu être du rendez-vous de ce samedi, n'étaient des empêchements de toute dernière minute», poursuivra notre interlocuteur.

Et d'ici là, le nouveau-né sur la scène syndicale ne reste pas pour autant les bras croisés puisqu'il prévoit de se lancer dans la contestation. Aït-Khelifa affirmera que le noyau constitutif du SNTC lance d'ores et déjà, un appel de grève de trois jours, les 29, 30 avril et 1er mai. Un débrayage pour faire valoir une plate-forme de revendications arrêtée hier, à cinq points. Avec, notamment, la liberté syndicale, la réintégration des syndicalistes licenciés ou objets de mesures conservatoires pour activité syndicale, la révision des statuts particuliers des travailleurs communaux, tous corps confondus, avec l'abrogation du fameux article 87 bis.

M. K.

IL CONSIDÈRE QU'ELLE FAIT DANS L'AGITATION ET LE VACARME POLITIQUE

Djahid Younsi tire sur Louisa Hanoune

Pour le SG d'El Islah, ceux qui défendent la théorie de la manipulation extérieure, par rapport à la contestation sociale qui secoue depuis quelque temps le Sud algérien, ne sont autres que les relais du pouvoir en place.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Sans la citer nommément, mais en réponse à une question où le nom de Louisa Hanoune et la position de son parti ont été abordés, Djahid Younsi n'y est pas allé avec le dos de la cuillère pour descendre en flammes la première dame du PT : «D'un côté, le gouvernement algérien certifie que les revendications des chômeurs du Sud sont légitimes et d'un autre côté, il actionne ses relais pour dénoncer la main de l'étranger. Il ne faut pas qu'il y ait un double langage, car ceux qui défendent cette théorie font dans l'agitation et le vacarme politique. Ces partis ne font pas dans l'opposition mais plutôt dans la contestation politique.»

Tout en estimant, que le Parti des travailleurs fait dans la pseudo-opposition, Djahid Younsi affirme que son parti soutient pleinement les revendications sociales des chômeurs du Sud, même s'il dénonce le recours des manifestants à la violence, en référence aux émeutiers du logement de Ouargla.

«Nul ne peut tolérer la violence, mais si les manifestations au sud du pays ont pris ce caractère, c'est qu'il y a vraiment malaise et que les problèmes se sont accumulés à défaut de solutions qui ne sont pas venues à temps pour répondre aux préoccupations des citoyens. Nous avons peur que les problèmes ne s'accumulent encore et que la contestation sociale ne s'élargisse à travers le pays, car Ouargla n'est avant et après tout qu'un prototype du malaise qui règne dans le pays», a-t-il clamé.

Par ailleurs, et s'agissant de la probable candidature de Abdelaziz Bouteflika pour une quatrième fois consécutive à la présidence de la République, le SG d'El Islah a réaffirmé l'opposition de son parti appelant à l'alternance au pouvoir.

M. M.

MOUSSA TOUATI PRÉPARE 2014

Le FNA présentera un candidat à la présidentielle

Moussa Touati, tout en précisant hier qu'il était trop tôt pour se prononcer sur la question, a déclaré que son parti présenterait un candidat aux prochaines élections présidentielles. Moussa Touati, concernant sa propre candidature, s'en remettra à la base de son parti.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - S'exprimant hier lors d'une conférence de presse, Moussa Touati a déclaré que le Front national algérien aura son candidat pour les élections présidentielles de 2014. «Si nous avons créé un parti politique, c'est pour avoir notre propre candidat et non pas pour en soutenir un autre. Nous sommes un parti qui ne monnayera pas ses principes politiques», a déclaré le président du FNA. Il dira, à cet effet, que son parti et depuis sa création, a participé à toutes les échéances électorales. S'agissant des mandats présidentiels, Moussa Touati rappellera que son parti a toujours milité pour deux mandats. «Nous avions déjà exprimé notre position dès 2008, lors de la révision de la Constitution et la modification de l'article relatif aux mandats présidentiels», a souligné Moussa Touati.

Le président du FNA dira aussi que son parti gardera toujours l'esprit de l'opposition même s'il accède au pouvoir. «C'est ce qui permet de corriger les erreurs», souligne le président du FNA. Il précisera par ailleurs que les élus de l'Assemblée populaire nationale «ne se préoccupent pas des besoins des citoyens».

Aussi s'agissant de la Constitution et des lois, Moussa Touati soulignera le fait que «les députés mettent surtout en avant les intérêts de leur parti.»

S'agissant de la question de la révision de la Constitution, le président du FNA soulignera le fait que c'est au peuple de décider quelle Constitution il veut avoir. «C'est au peuple de trancher la question et de choisir entre le régime semi présidentiel, présidentiel ou parlementaire. La question doit lui être soumise», a déclaré Moussa Touati. Il appellera aussi à l'élaboration d'une Charte nationale à même de définir le système de gouvernance à adopter, avant de la soumettre à un référendum populaire et de procéder à la révision de la Constitution sur la base des résultats de ce référendum.

Le président du FNA abordera aussi la question de la commission d'experts chargée de la révision de la Constitution et installée par Abdelmalek Sellal. Il dira, à ce propos, que si les membres de la commission possèdent les compétences nécessaires, ils ne constituent qu'un staff technique «alors que la Constitution est une affaire politique», a-t-il précisé.

Pour Moussa Touati, les partis politiques et la société civile, notamment, devraient être partie prenante du projet. Le FNA a présenté par ailleurs hier, ses propositions concernant la révision de la Constitution, précisant que la consultation doit concerner le peuple en premier lieu.

F.-Z. B.